

**Question parlementaire nr. 8 déposée par madame Katrin JADIN, Députée, à Madame Sophie Wilmès, Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et du Commerce extérieur, et des Institutions culturelles fédérales.**

---

**QUESTION :**

**La situation en Biélorussie.**

Depuis la proclamation des résultats de l'élection présidentielle en Biélorussie, les manifestations et les accusations de manipulation contre Alexandre Loukachenko ne cessent de faire débat.

D'ailleurs, le Conseil européen et l'Union européenne ont annoncé ne pas reconnaître le résultat de l'élection. Lors d'une réunion avec les 27 dirigeants de ses États membres, des sanctions à l'encontre d'un nombre substantiel de responsables du régime Loukachenko seraient bientôt imposées.

Face aux revendications démocratiques de l'UE, la Russie souligne quant à elle que la crise politique en Biélorussie est une affaire intérieure et condamne l'attitude des Européens.

Entre-temps, la situation ne cesse de s'aggraver et des manifestants ont même déjà perdu leurs vies dans le cadre des contestations.

1. Que pouvez-vous nous dire sur la situation actuelle en Biélorussie?
2. Qu'en est-il des relations diplomatiques avec le pays en question?
3. Quel rôle la Belgique et l'Union européenne peuvent-elles jouer pour soutenir les revendications démocratiques dans cette dernière dictature de l'Europe?
4. Quid des sanctions vis-à-vis de certains responsables biélorusses?

## REPONSE:

Permettez-moi tout d'abord d'évoquer le débat d'actualité sur la situation en Biélorussie qui s'est tenu en Commission des Relations extérieures le 15 septembre dernier ainsi qu'en session plénière du 22 septembre. À ces deux occasions, un important degré de convergence s'est dégagé – indépendamment des partis – pour placer la défense de nos valeurs démocratiques et le respect des droits et libertés fondamentaux au cœur du dossier relatif à la Biélorussie. Les événements qui s'y déroulent n'ont pas leur place sur le continent européen et doivent être fermement condamnés.

Des manifestations spontanées et pacifiques ont éclaté à l'annonce des résultats des élections le 10 août, mais elles ont été brutalement réprimées par le régime. Cinq décès et plus de 17.000 arrestations, ainsi qu'environ 800 cas de torture attestés, sont imputables aux forces de l'ordre biélorusses. Aucune source fiable n'a encore communiqué le nombre de disparitions.

Lors du Conseil Affaires étrangères du 21 septembre, tous les États membres de l'UE sont convenus de mesures restrictives à l'encontre de quarante personnes qui ont été

## ANTWOORD:

Sta mij toe eerst te verwijzen naar het actualiteitsdebat dat in de Commissie Buitenlandse Zaken op 15 september jongstleden en in de Plenaire Zitting van 22 september gevoerd werd over de situatie in Belarus. Uit beide bleek een ruime mate van convergentie - over de partijgrenzen heen - om in het Wit-Russische dossier de verdediging van onze democratische waarden en het respect voor de fundamentele rechten en vrijheden centraal te stellen. Wat in Belarus gebeurt, heeft niet zijn plaats op het Europese continent en dient ten strengste veroordeeld te worden.

Toen de verkiezingsresultaten op 10 augustus werden aangekondigd, braken spontane en vreedzame protesten uit, die door het regime hardhandig bekampt werden. Vijf doden en meer dan 17.000 arrestaties, en ongeveer 800 volledig gedocumenteerde gevallen van foltering staan op het conto van de ordediensten van Belarus. Het cijfer van het aantal verdwijningen werd nog niet vanuit betrouwbare bronnen medegedeeld.

Op de Raad Buitenlandse Zaken van 21 september hebben alle EU Lidstaten hun akkoord gegeven voor beperkende maatregelen tegen veertig personen die werden

adoptées début octobre. Un deuxième paquet de sanctions est entré en vigueur le 6 novembre dernier et vise 15 personnes responsables de la répression brutale. Alexandre Lukashenko, son fils Viktor qui est à la tête du Conseil de Sécurité national, et le Président de la Cour constitutionnelle font partie des personnalités ciblées.

Le processus d'imposition de sanctions peut vous sembler long et fastidieux. Toutefois, il convient de garder à l'esprit que ce processus est très précis et nécessite un fondement juridique au cas par cas afin de pouvoir résister à toute objection qui serait soumise à la Cour de justice européenne.

Notre pays continue à plaider pour des sanctions additionnelles à l'encontre des responsables des manipulations électorales et des violences exercées contre des manifestants pacifiques. Les sanctions économiques sont exclues car elles touchent la population qui est déjà mise à mal et qui fait preuve d'un courage incroyable pour réclamer le respect de ses droits démocratiques.

Qu'en est-il de Monsieur Loukachenko ? Il reste inflexible dans son refus de tout dialogue avec l'opposition et les manifestants. Le 23 septembre, sans public, il a prêté serment en tant que président à Minsk, presque « en catimini ».

officieel aanvaard begin oktober. Ondertussen werd een tweede pakket sancties op grond van de brutale repressie tegen 15 personen ingesteld en in werking trad op 6 november, Alexander Loekasjenko, diens zoon die Adviseur Nationale Veiligheidsraad is, en de Voorzitter van het Grondwettelijk Hof zijn betrokken.

Het proces tot instelling van sancties kan U lang en omslachtig lijken. Men mag evenwel niet vergeten dat dit een zeer nauwkeurig proces is dat geval per geval juridisch goed onderbouwd moet worden om te kunnen weerstaan aan eventuele bezwaren, die bij het Europees Hof van Justitie ingediend zouden worden.

Ons land blijft bij het standpunt dat additionele sancties moeten gericht zijn tegen de verantwoordelijken van de verkiezingsfraude en het excessief geweld tegen de vreedzame betogers. Economische sancties zijn niet aan de orde want ze treffen de bevolking, die het reeds zwaar te verduren heeft en een ongelooflijke moed aan de dag legt om haar democratische rechten op te eisen.

Wat nu met Mijnheer Alexander Loekasjenko zelf? Loekasjenko blijft onverzettelijk in zijn afwijzing van elke dialoog met de oppositie en de betogers. Hij heeft op 23 september zonder publiek, omzeggens "in het geniep", de eed als President

L'Union européenne et ses États membres ont immédiatement réagi avec force à cette situation. Une déclaration ferme a été publiée, indiquant notamment que « la soi-disant "prestation de serment" du 23 septembre 2020 et le nouveau mandat dont se réclame Alexandre Loukachenko n'ont aucune légitimité démocratique ». Jusqu'à présent, les pays de l'UE, dont seuls quelques-uns ont des ambassades à part entière au Bélarus, n'ont rappelé aucun ambassadeur ou chargé d'affaires de Minsk. Notre pays ne dispose pas d'une ambassade dans la capitale biélorusse. L'ambassade de Belgique à Moscou est compétente pour la Biélorussie, notre nouvel ambassadeur à Moscou a reçu pour instruction de ne pas introduire sa demande pour son accréditation à Minsk.

Comme ses partenaires de l'UE, la Belgique soutient les aspirations démocratiques de la Biélorussie. Nous soutenons la proposition selon laquelle le président en exercice de l'OSCE (le premier ministre et ministre des Affaires étrangères albanais Edi Rama) ainsi que la future présidente de l'OSCE (ma collègue suédoise Ann Linde) devraient assurer conjointement la médiation en Biélorussie. En outre, notre pays a joué un rôle de premier plan dans le lancement du 'Mécanisme de Moscou' de l'OSCE. Sous la responsabilité du professeur Dr Wolfgang BENEDEK, des experts

afgelegd in Minsk. De Europese Unie en haar Lidstaten hebben hierop onmiddellijk scherp gereageerd. Een krachtige verklaring werd uitgebracht die onder andere stelt dat "de zogeheten inauguratie op 23 september en het nieuwe mandaat geclaimd door Alexander Loekasjenko geen enkele democratische legitimiteit hebben". Tot nu toe hebben de EU landen, waarvan slechts enkele over een volwaardige Ambassade beschikken in Belarus zelf, geen ambassadeurs of zaakgelastigden uit Minsk teruggedroepen. Ons land heeft geen Ambassade in de Wit-Russische hoofdstad. De Ambassade van België in Moskou is ook bevoegd voor Wit-Rusland, onze nieuwe ambassadeur in Moskou heeft instructie gekregen om voorlopig geen stappen te zetten voor zijn accreditering in Minsk.

Net als haar EU-partners steunt België de democratische verzuchtingen van Belarus. Wij steunen het voorstel om de huidige OVSE Chairman-in-office (de Albanese Premier en Minister van Buitenlandse zaken Edi Rama) en de inkomende OVSE Chairman-in-Office (mijn Zweedse collega Ann Linde) gezamenlijk te laten bemiddelen in Wit-Rusland. Ook nam ons land, een voortrekkersrol in het opstarten van het OVSE Mechanisme van Moskou ). Onder de leiding van Professor dr. Wolfgang BENEDEK, onafhankelijke experten hebben informatie

indépendants ont recueilli des informations relatives à la manipulation électorale. Des centaines de victimes de la répression ont témoigné. Le Rapport-Benedek a été publié le 5 novembre dernier.

La Belgique a fait une déclaration sur la violation des droits humains en Biélorussie lors de la 45e session du Conseil des droits de l'homme à Genève. Notre pays a également soutenu l'intervention conjointe de l'UE et du Canada sur les coupures d'Internet dans le pays lors du débat urgent sur la Biélorussie le 18 septembre à Genève. Le 4 septembre, la Belgique a également participé à une réunion virtuelle informelle en formule Arria au Conseil de sécurité des Nations Unies sur la situation en Biélorussie, où la rapporteuse spéciale des Nations Unies, Anaïs Marin, et la candidate à la présidence de l'opposition biélorusse, Svetlana Tikhanovskaïa, ont briefé le Conseil de Sécurité des Nations Unies, avec deux dirigeants d'ONG biélorusses. Aux Nations Unies, en septembre également, la Belgique a soutenu la déclaration commune du Groupe des amis des Nations Unies pour la protection des journalistes.

La Belgique est également favorable à un soutien actif de la société civile et à des mesures qui profitent à la population. A cette fin, la Commission européenne a présenté des propositions pour un montant de 53 millions d'euros. La

vergaard over de gemanipuleerde stembusslag. Honderden slachtoffers van de repressie hebben getuigenissen afgelegd. Het Benedek-rapport werd gepubliceerd op 5 november.

België legde een Verklaring af over de schending van de mensenrechten in Belarus tijdens de 45ste Zitting van de Mensenrechtenraad in Genève. België steunde ook de gezamenlijke tussenkomst van de EU en Canada over internetonderbrekingen in het land tijdens het dringend debat over Wit-Rusland op 18 september in Genève. België nam op 4 september ook al deel aan een informele virtuele Arria bijeenkomst in de VN Veiligheidsraad over de situatie in Wit-Rusland, waar de Speciale VN rapporteur Anaïs Marin en de presidentskandidate van de Wit-Russische oppositie, Svetlana Tikhanovskaja, de Verenigde Naties-Veiligheidsraad brieften, samen met twee Wit-Russische NGO-leiders. In de VN steunde België, eveneens in september, het Joint Statement van de VN Vriendengroep voor de Bescherming van Journalisten.

België spreekt zich ook uit voor een actieve ondersteuning van de civiele maatschappij en van maatregelen die de bevolking ten goede komen. De Europese Commissie heeft hiervoor voorstellen gedaan ter waarde van 53 miljoen EUR.

répartition concrète de cette aide est maintenant en cours de préparation, projet par projet.

Concrete verdeling van deze steun wordt nu projectmatig voorbereid.

Il est clair que les jeunes générations de Biélorusses ont acquis une conscience politique et que les liens que l'UE et ses États membres ont tissés ces dernières années avec une société civile en plein essor doivent être préservés. En parallèle, la Belgique reste vigilante ; la Biélorussie est un pays souverain et toute ingérence dans les affaires intérieures du pays se doit d'être évitée. La question biélorusse ne doit pas être devenir une pomme de discorde entre l'Est et l'Ouest. Le régime actuel exploite sans hésitation le mythe d'une opposition financée et soutenue par des pays étrangers (entendez par là l'Occident). Un dialogue de l'UE avec la Russie sur la Biélorussie devrait donc être poursuivi en permanence.

Het is duidelijk dat de jongere generaties Wit-Russen aan politiek bewustzijn gewonnen hebben, en dat de banden, die de EU en haar lidstaten de laatste jaren aangehaald hebben met de ontluikende burgerlijke maatschappij, niet verloren mogen gaan. Tegelijkertijd blijft België waakzaam; Belarus is een soeverein land en interferentie in de interne zaken van het land dient vermeden te worden. De Wit-Russische kwestie moet uit het Oost-West vaarwater gehouden worden. Het huidige regime exploiteert zonder schroom de verhaallijn dat de oppositie door het buitenland (lees: het Westen) gefinancierd en ondersteund wordt. Een dialoog van de EU met Rusland over Wit-Rusland dient dus blijvend nagestreefd te worden.

**La Vice-Première Ministre et  
Ministre des Affaires étrangères,  
des Affaires européennes et du  
Commerce extérieur, et des  
Institutions culturelles fédérales.**

**De Vice-eersteminister en Minister  
van Buitenlandse Zaken, Europese  
Zaken en Buitenlandse Handel, en  
de Federale Culturele Instellingen.**



**Sophie Wilmès**